



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'EST : SURVEILLANCE PARLEMENTAIRE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT

### PROGRAMME ACADÉMIQUE MULTINATIONAL NOTE D'INFORMATION

- QUOI :** Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique organisera un forum pour les responsables de la défense et de la sécurité de l'Afrique de l'Est, ainsi que pour les parlementaires et leur personnel, sur le renforcement de la surveillance parlementaire du secteur de la sécurité. Les participants partageront des idées pratiques et formuleront des recommandations concrètes pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la surveillance législative des stratégies, budgets et approches des États d'Afrique de l'Est en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.
- OÙ :** Nairobi, Kenya
- QUAND :** Du 8 au 11 avril 2025
- QUI :** Le programme s'adressera à environ 60 participants issus des secteurs de la politique de sécurité et de défense en Afrique de l'Est, en particulier du Burundi, de Djibouti, de la République démocratique du Congo, de la Somalie, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Chaque délégation de candidats par pays comprendra des parlementaires ou des greffiers ayant une expertise en matière de défense et de sécurité (idéalement au sein des commissions de défense et de sécurité du Parlement de leur pays), des responsables civils et en uniforme du secteur de la sécurité qui conçoivent ou mettent en œuvre des stratégies et des politiques de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent pour les forces armées, le ministère de la Défense, le ministère de l'Intérieur, le bureau du conseiller à la sécurité nationale et/ou les centres nationaux de lutte contre le terrorisme, ainsi que des responsables du secteur de la sécurité qui soutiennent le ministre de la Défense ou les chefs d'état-major interarmées dans leurs engagements avec le parlement. Des invitations directes seront adressées au Réseau africain du secteur de la sécurité, à la Communauté de l'Afrique de l'Est, à l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, au Centre d'excellence antiterroriste de l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est, à la « Women in International Security » - Kenya et à la « House Democracy Partnership ». Afin de garantir un apprentissage par les pairs complet, les candidats doivent être des femmes et des hommes, et sont encouragés à inclure les partis au pouvoir et les partis d'opposition.

**POURQUOI :** En Afrique de l'Est, la recherche empirique montre qu'il est essentiel pour la légitimité et l'efficacité de l'État de renforcer la confiance de la population dans le secteur de la sécurité pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans un cadre solide d'État de droit et d'atténuation des dommages causés à la population civile. Cette constatation souligne l'importance d'une Surveillance législative éclairée de la stratégie, du budget et de la mise en œuvre de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent d'un pays par les représentants élus du peuple. Pourtant, il arrive fréquemment que les nouveaux législateurs aient peu d'expertise spécialisée dans les questions de sécurité, y compris en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ; les législateurs ayant une expérience préalable en matière de défense et de sécurité n'utilisent pas toujours un cadre de sécurité humaine pour la surveillance de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ; et la conversion à la vie civile des questions liées à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent a tendance à être très prudente. Les responsables de la défense et de la sécurité, pour leur part, considèrent encore parfois leur secteur comme « inaccessible » à toute surveillance externe exercée par des institutions civiles et ne sont pas toujours incités à se comporter de manière à renforcer le professionnalisme (par exemple en informant le public et en rendant des comptes sur les résultats des stratégies, programmes et campagnes de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent).

Ce forum soutiendra le renforcement des institutions de défense dans la région en encourageant l'apprentissage par les pairs et le partage d'expériences sur les outils, les techniques et les pratiques utiles que les décideurs en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans le secteur de la défense/sécurité ainsi que les parlementaires axés sur la défense/sécurité utilisent pour rendre la surveillance législative de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent plus efficace, plus légitime et plus responsable. Le forum aidera les responsables de la défense et de la sécurité et les parlementaires à tisser des liens plus étroits et à s'informer mutuellement de leurs rôles et responsabilités respectifs dans la surveillance du secteur de la sécurité. Il permettra également aux fonctionnaires des pays d'Afrique de l'Est de partager les connaissances et les expériences acquises dans le cadre de ce processus dans le contexte spécifique de leur région, en particulier en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Bien qu'il existe souvent des cadres constitutionnels et juridiques donnant aux responsables de la surveillance de la défense et de la sécurité le pouvoir de faire leur travail, leur capacité à le faire dans la pratique est limitée en raison des cultures organisationnelles et des lacunes en matière de formation dans le fossé entre les civils et l'armée.

**COMMENT :** Le Forum se déroulera en présentiel pendant quatre jours, en français et en anglais, dans le cadre d'une politique stricte de non-attribution. Il adoptera une approche structurée pour favoriser l'apprentissage par les pairs sur un ensemble de problèmes pratiques, afin de permettre aux participants de proposer des cadres de solutions pour leur pays et leur région. Le Forum comprendra donc une alliance de séances plénières, de groupes de discussion en petits groupes et d'exercices guidés spécifiques à chaque pays. Des experts de renommée régionale interviendront en tant

que panélistes pour stimuler l'apprentissage pratique et contextualisé. Les participants au Forum analyseront les approches, les outils et les leçons apprises sur la manière dont ils peuvent mettre en application les trois éléments de base de la surveillance civile du secteur de la sécurité (capacité, autorité et attitude) dans le travail de surveillance, à la fois de concert et en tension avec leurs homologues.